



CHAPITRE 12

Loi constituant la Société québécoise
d'information juridique

[Sanctionnée le 19 décembre 1975]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

SECTION I

CONSTITUTION

Société
instituée.

1. Un organisme, ci-après appelé « la Société », est constitué sous la dénomination de « Société québécoise d'information juridique ».

Sigle.

La Société peut aussi être désignée sous le sigle « SOQUIJ ».

Composition.

2. La Société est formée d'au moins douze membres, dont le président et le vice-président, nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Membres.

3. La Société est formée de:

- a) deux juges, nommés après recommandation des juges en chef des cours de justice;
- b) deux universitaires, nommés après recommandation des doyens des facultés de droit;
- c) trois avocats, nommés après consultation du Barreau du Québec;
- d) un notaire, nommé après consultation de la Chambre des notaires du Québec;
- e) deux fonctionnaires du ministère de la justice, nommés sur la recommandation du ministre de la justice;

CHAPTER 12

An Act to constitute the "Société
québécoise d'information juridique"

[Assented to 19 December 1975]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

DIVISION I

CONSTITUTION

1. A body, hereinafter called "the company", is established under the name of "Société québécoise d'information juridique".

The company may also be designated by the sigla "SOQUIJ".

2. The company shall be composed of not less than twelve members, including the president and the vice-president, appointed by the Lieutenant-Governor in Council.

3. The company shall be composed of:

- (a) two judges, appointed on the recommendation of the chief justices of the courts;
- (b) two academics, appointed on the recommendation of the deans of the law faculties;
- (c) three advocates, appointed after consultation with the Bar of the Province of Québec;
- (d) one notary, appointed after consultation with the Chamber of Notaries of Québec;
- (e) two officers from the Department of Justice, appointed on the recommendation of the Minister of Justice;

f) deux fonctionnaires nommés sur la recommandation du ministre des communications;

g) d'autres membres ayant le droit de parole mais non le droit de vote suivant l'évolution des besoins.

(f) two officers appointed on the recommendation of the Minister of Communications;

(g) other members, as needed, who shall have speaking rights, but not voting rights.

Traite-
ment ad-
ditionnel,
etc.

4. Le lieutenant-gouverneur en conseil fixe, s'il y a lieu, le traitement additionnel, les honoraires ou les allocations de chacun des membres.

4. The Lieutenant-Governor in Council shall fix, where necessary, the additional salary, fees or allowances of each member. Additional salary, etc.

Mandat.

5. Les membres de la Société sont nommés pour une période d'au plus cinq ans; à l'expiration de leur mandat ils restent en fonction jusqu'à ce qu'ils soient remplacés ou nommés de nouveau.

5. The members of the company are appointed for a period of not more than five years; they shall remain in office on the expiry of their term until they are replaced or reappointed. Tenure.

Remplace-
ment du
président.

6. En cas d'absence ou d'incapacité du président, il est remplacé par le vice-président.

6. If the president is absent or unable to act, he shall be replaced by the vice-president. Replacement of chairman.

Intérêts
prohibés.

7. Un membre de la Société ne peut, sous peine de déchéance de sa charge, avoir un intérêt direct ou indirect dans une entreprise mettant en conflit son intérêt personnel et celui de la Société.

7. A member of the company shall not, under pain of forfeiture of office, have any direct or indirect interest in an undertaking putting his personal interest in conflict with that of the company. Conflict of interest.

Exception.

Toutefois, cette déchéance n'a pas lieu si un tel intérêt lui échoit par succession ou par donation pourvu qu'il y renonce ou en dispose avec toute la diligence possible.

However, such forfeiture shall not be incurred if such interest devolves to him by succession or gift provided that he renounces or disposes of it with all possible dispatch. Exception.

Directeur
général.

8. La Société nomme un directeur général qui est responsable de l'administration de la Société dans le cadre de ses règlements.

8. The company shall appoint a general manager who shall be responsible for the administration of the company within the scope of its by-laws. General manager.

Nomina-
tion et
rémuné-
ration.

9. Le directeur général et les autres membres du personnel de la Société sont nommés et rémunérés conformément aux effectifs, normes et barèmes établis par règlement de la Société approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

9. The general manager and the other members of the personnel of the company shall be appointed and remunerated according to the staff requirements, standards and scales established by by-law of the company approved by the Lieutenant-Governor in Council. Appointment and remuneration.

Pouvoirs
d'une cor-
poration.

10. La Société est une corporation au sens du Code civil et elle est investie des pouvoirs généraux d'une telle corporation et des pouvoirs particuliers que la présente loi lui confère.

10. The company shall be a corporation within the meaning of the Civil Code and shall have the general powers of such a corporation and the special powers conferred upon it by this act. Powers of a corporation.

Manda-
taire.

11. La Société jouit des droits et privilèges d'un mandataire du gouvernement.

11. The company shall have the rights and obligations of a mandatar of the government. Mandatar.

Domaine public.	Les biens de la Société font partie du domaine public, mais l'exécution des obligations de la Société peut être poursuivie sur ces biens.	The property of the company shall form part of the public domain, but the performance of the obligations of the company may be levied against its property.	Public domain.
Responsabilité.	La Société n'engage qu'elle-même lorsqu'elle agit en son nom propre.	The company binds none but itself when it acts in its own name.	Liability.
Siège social.	12. La Société a son siège social dans la Ville de Québec ou celle de Montréal, suivant l'arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil qui entre en vigueur sur publication dans la <i>Gazette officielle du Québec</i> .	12. The company shall have its head office in the City of Québec or in the City of Montreal, as the Lieutenant-Governor in Council may prescribe by order, which shall come into force upon publication in the <i>Gazette officielle du Québec</i> .	Head office.
Séances.	Elle peut tenir ses séances à tout endroit du Québec.	It may hold its sittings at any place in the province of Québec.	Place of sittings.
Authenticité des procès-verbaux.	13. Les procès-verbaux des séances approuvés par la Société sont authentiques; il en est de même des copies ou extraits certifiés par le président, le vice-président ou le directeur général.	13. Minutes of the sittings approved by the company shall be authentic; the same applies to copies or extracts certified by the president, the vice-president or the general manager.	Authentic minutes.
Exercice financier.	14. L'exercice financier de la Société se termine le 31 mars de chaque année.	14. The fiscal year of the company shall end on 31 March each year.	Fiscal year.
Budget.	15. La Société doit, chaque année, transmettre au ministre de la justice, à la date que ce dernier prescrit, son budget pour l'exercice financier suivant. Ce budget est sans effet tant qu'il n'est pas approuvé par le ministre.	15. The company must, each year, send to the Minister of Justice, on the date prescribed by him, its budget for the next fiscal year. Such budget shall be without effect until approved by the Minister.	Budget.
Membre démis.	Le lieutenant-gouverneur en conseil peut démettre tout membre de la Société qui acquiesce à une dépense non prévue par le budget de la Société sauf à une dépense qui n'excède pas les revenus de la Société non-prévus au budget.	The Lieutenant-Governor in Council may dismiss any member of the company who assents to an expenditure not provided by the budget of the company except where the expenditure assented to does not exceed the income of the company unforeseen in the budget.	Dismissal of member.
Excédent des revenus.	L'excédent des revenus de la Société sur ses dépenses pour un exercice financier est versé au fonds consolidé du revenu, après constitution d'un fonds de roulement dont le montant maximum est déterminé par le lieutenant-gouverneur en conseil.	The amount by which the income of the company exceeds its expenditures for a fiscal year shall be paid into the consolidated revenue fund after a working fund is established; the maximum amount of the working fund shall be determined by the Lieutenant-Governor in Council.	Excess of income.
Rapport annuel.	16. La Société doit transmettre au ministre de la justice, au plus tard le 30 juin de chaque année, un rapport de ses activités pour l'exercice financier précédent.	16. The company shall send to the Minister of Justice, not later than 30 June each year, a report of its activities for the previous fiscal year.	Annual report.
Dépôt.	Le ministre doit déposer ce rapport devant l'Assemblée nationale.	The Minister shall table such report before the National Assembly.	Tabling.
Renseignements.	17. La Société doit fournir en tout temps au ministre de la justice, tout ren-	17. The company shall at any time give the Minister of Justice any informa-	Information.

seignement ou rapport qu'il requiert sur ses activités.

Vérification.

18. Les livres et les comptes de la Société sont vérifiés chaque année par le vérificateur général et, en outre, chaque fois que le décrète le lieutenant-gouverneur en conseil.

18. The books and accounts of the company shall be audited each year by the Auditor-General and, in addition, whenever the Lieutenant-Governor in Council so orders.

SECTION II

FONCTIONS

Fonctions. **19.** La Société a pour fonctions de promouvoir la recherche, le traitement et le développement de l'information juridique en vue d'en améliorer la qualité et l'accessibilité au profit de la collectivité.

Idem. La Société peut aussi exécuter tout projet et toute tâche, à la demande d'un ministère ou d'un organisme du gouvernement dans le but d'appliquer au domaine du droit les diverses techniques de traitement et de conservation de l'information; elle peut de même exécuter tous tels projet ou tâche à la demande d'une corporation ayant un caractère public, pourvu que les dépenses d'exécution soient compensées par des revenus au moins équivalents, provenant de cette corporation.

Devoirs. **20.** La Société doit notamment:
 a) publier et diffuser l'information juridique en collaboration avec l'éditeur officiel du Québec;
 b) organiser et développer un service de documentation juridique, exploiter à cette fin l'informatique et les techniques et instruments de travail propres à favoriser l'accessibilité des justiciables et du monde juridique à cette documentation.

Publication des décisions judiciaires. **21.** La Société collabore avec l'éditeur officiel du Québec à la publication des décisions judiciaires rendues par les tribunaux judiciaires et quasi-judiciaires du Québec.

Règlement. La Société établit par règlement les modalités de la cueillette des décisions rendues par ces tribunaux et les critères relatifs à la sélection des décisions à rap-

DIVISION II

OBJECTS

19. The objects of the company shall be to promote research and development in the field of legal information, and the processing of legal data, in order to improve the quality of such information and to make it more accessible to the general public.

The company may also carry out any project or task, at the request of any department or agency of the government, in order to apply to law the various techniques of data processing and information conservation; similarly, the company may carry out any such project or task at the request of a corporation of a public nature provided that the expenditures thereby incurred are not less than wholly compensated by income from such corporation.

20. The company shall in particular:
 (a) publish and distribute legal information in cooperation with the Québec Official Publisher;
 (b) organize and develop a legal documentation service, operate for such purpose a data processing service and use such techniques and implements as may favour the availability of such information to individuals before the courts and persons professionally engaged in law.

21. The company shall cooperate with the Québec Official Publisher in publishing judicial decisions rendered by the courts and the quasi judicial tribunals of the province of Québec.

The company shall establish, by law, the terms and conditions for collecting decisions rendered by such courts, and establish criteria relating to the selection

porter ainsi qu'à la façon dont doivent être rapportées ces décisions.

La Société rend ce règlement public.

Règlement public.

Coopération avec des organismes.

22. Pour remplir ses fonctions, la Société peut coopérer avec les organismes du Québec ou de l'extérieur, intéressés à l'information juridique, à la documentation juridique et à la réforme du droit.

Accords.

Elle peut conclure des accords avec ces organismes conformément aux lois en vigueur.

of the decisions to be reported and the manner of reporting them.

Such by-law shall be made public by the company.

By-law public.

22. The company, to fulfil its duties, may cooperate with the Québec or non-Québec organizations concerned with legal information, legal documentation and law reform.

Cooperation with organizations.

It may make agreements with such organizations in accordance with the laws in force.

Agreements.

SECTION III

DISPOSITIONS FINALES

Application de la loi.

23. La présente loi s'applique sous réserve de la section VI de la Loi de la Législature.

Paiement des dépenses.

24. Les dépenses encourues pour l'application de la présente loi sont payées à même les deniers accordés annuellement à cette fin par la Législature.

Service dissout.

25. Le Service de documentation juridique (SEDOJ) Inc., formé en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies le 19 novembre 1971, est dissout; la Société acquiert les biens et droits de ce Service et exécute les obligations valablement contractées par lui.

Ministre responsable.

26. Le ministre de la justice est chargé de l'application de la présente loi.

Entrée en vigueur.

27. La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.

DIVISION III

FINAL PROVISIONS

23. This act applies subject to Division VI of the Legislature Act.

Applicability.

24. The expenses incurred for the carrying out of this act shall be paid out of the moneys granted each year for such purpose by the Legislature.

Allocation for expenses.

25. The Service de documentation juridique (SEDOJ) Inc., incorporated under Part III of the Companies Act on 19 November 1971, is dissolved; the company shall acquire the property and rights of such Service and shall perform the obligations validly contracted by it.

Succession to SEDOJ.

26. The Minister of Justice is entrusted with the application of this act.

Minister responsible.

27. This act shall come into force on the date to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council.

Coming into force.